

Nous sommes communistes

Manuel Pérez Martinez
(déclaration pour le jugement)

Avant tout nous voulons faire remarquer que nous sommes militants communistes et que nous n'avons pas d'intérêts personnels ou particuliers à défendre en ce procès. Il nous semble que cela a été clair depuis le début mais nous devons insister à nouveau sur ce point, compte tenu des tentatives répétées ayant comme finalité de nous **dépouiller** de notre identité idéologique et politique, et même de **supprimer** le nom de notre Parti, le PCE(r), (Parti Communiste d'Espagne (reconstitué)), avec le but de nous présenter comme des "terroristes" ou "malfaiteurs".

De telles tentatives et accusations ne nous surprennent pas car nous savons très bien que la bourgeoisie tâche toujours d'achever le Parti révolutionnaire de la classe ouvrière qui met continuellement en évidence sa vaine prétention de perpétuer le système d'exploitation capitaliste et qui dirige la lutte pour le socialisme et le communisme.

En réalité les répresseurs, sous le camouflage de l'« antiterrorisme », ne cherchent qu'à **criminaliser et empêcher** la lutte *conséquente* pour nos légitimes intérêts de classe et ainsi tout ce qui peut mettre en danger leurs privilèges et la dictature des capitalistes et rupins.

D'ailleurs, le régime qui fut implanté en Espagne après le soulèvement militaire fasciste et qui étrangla la République Populaire, n'a jamais reconnu le parti de la classe ouvrière et l'a réprimé d'une façon bestiale et nous accuse depuis toujours, nous, les communistes, d'être des "bandits" ou des "terroristes".

Comme tout le monde le sait, c'est une des principales caractéristiques du fascisme. Mais il y a plus encore : toute personne qui n'a pas perdu la mémoire sait également que ce régime criminel, non seulement s'est maintenu pendant 40 **ans** avec les vieilles formes fascistes de pouvoir, mais s'est **maintenu jusqu'à nos jours** grâce à une "réforme politique", qui, par sa nature, ne pouvait modifier que la **façade** de l'Etat fasciste créé par Franco.

Ce qu'il en a résulté, finalement, de cette manœuvre politique **continue**, on peut l'apprécier aujourd'hui dans toute sa clarté :

La contre-réforme aznariste, née de l'échec de la guerre sale et d'une législation spéciale, a fait retourner le régime au même point qu'au début de la réforme, sauf que maintenant il est dans une situation d'isolement majeur et de crise généralisée. Naturellement, cette situation que traverse actuellement l'Espagne n'est pas étrangère à la crise internationale ni aux contradictions qu'affrontent les grandes puissances impérialistes pour une nouvelle répartition du monde. C'est ce qui a obligé le régime de l'oligarchie espagnole à se positionner du côté des Etats-Unis et à montrer son véritable visage.

Peu après notre incarcération, nous annonçons ce qui allait suivre. Nous avons écrit :

"L'oligarchie espagnole n'est pas intéressée par le projet européen. Son intérêt fondamental est dans (a 'reconquête' ou recolonisation de l'Amérique Latine... Mais pour atteindre ce petit coin au soleil du nouvel impérialisme, elle a besoin de la permission de son protecteur, le gendarme yankee, qui en plus domine de façon presque absolue cette zone. C'est la raison de la soumission du gouvernement d'Aznar aux dictées politiques et militaires des Etats-Unis... et qui ne rate aucune opportunité pour saboter les initiatives de ses 'partenaires' allemands et français..."

Nous concluons : "C'est clair comme la lumière que la bourgeoisie monopoliste française a mal fait ses calculs au sujet des oligarques et fascistes espagnols si elle pense qu'en collaborant avec eux dans la lutte antiterroriste', elle va réussir à les attirer dans son propre camp ou sa propre alliance. C'est une politique qui est vouée d'avance à l'échec."

Aujourd'hui c'est déjà très clair que, durant l'étape antérieure, les politiques intérieure et extérieure du régime se trouvent actuellement si fortement entrelacés dans ses compromis et subordination aux intérêts géostratégiques des USA. et sont tellement demandeurs **de sa protection**, qu'ils ne changeront que par **la force** du mouvement de résistance.

- **Nous ne prétendons pas faire une analyse** de toute la période de l'histoire récente de notre pays, mais uniquement d'esquisser un cadre très général de la réalité politique espagnole qui aide à situer l'objet de ce jugement.

Cela ne serait pas si nécessaire si, pendant l'instruction du dossier, on n'avait pas fait abstraction de cette réalité et si on n'avait pas aussi omis de nombreuses données relatives à l'activité politique du PCE(r); si on n'en avait pas **manipulé** d'autres et si on n'avait pas **mal interprété** jusqu'à l'extrême les textes du Parti et nos propres déclarations dont nombreuses nous sont devenues **incompréhensibles**.

Tout ceci a pu se passer parce que, depuis je début, le juge instructeur a agi selon un scénario préalablement établi, sans avoir aucune preuve, -quand elles n'ont pas été, tout simplement, **fabriquées**- pour établir un "lien organique" entre le PCE(r) et les GRAPO, lien qui n'a **jamais** existé.

On comprendra pourquoi le juge instructeur a agi de cette façon et pourquoi il a nécessité plus de deux ans pour réaliser ce montage si on considère qu'en Espagne, la police politique autant que la Garde Civile tente d'établir depuis **30 ans** le même lien sans résultat. Et ça, le juge instructeur le savait depuis le premier instant.

Qu'il n'existe aucun type de lien organique entre le PCE(r) et les GRAPO a été reconnu par de nombreuses

résolutions et sentences de tribunaux espagnols, quelques unes se trouvent dans le dossier présenté par nos avocats. Nous sommes convaincus que le juge instructeur a voulu **invalidier** les dites sentences en profitant du "fait" que nous nous trouvions en France pour nous inculper et nous accuser selon les lois de ce pays, de délits que nous n'avons même pas commis en Espagne.

Pour cela il a monté une série de prétendues "preuves", lesquelles ne démontrent rien d'autre que son **absolue partialité ou sa collaboration** avec les autorités fascistes espagnoles et son acharnement contre nous.

Ces prétendues "preuves" ne sont que des montages et des mensonges grossiers, extraits des "résumés" confectionnés par les scribes de la Garde Civile espagnole, et en plus, la plus grande partie de ces historiettes correspond aux années où le régime fasciste n'avait pas encore commencé sa réforme politique et où Franco continuait à exercer à la tête de l'Etat ses folies de bourreau.

Tout cela fait qu'il nous est très difficile de nous soustraire à l'impression qu'on est en train de nous juger en France en se basant sur des supposés "faits" qui ne se sont pas passés même en Espagne et à une époque que ses informateurs on auraient plutôt intérêt à ne pas mentionner.

- **Mais cette sale affaire ne s'arrête pas là**, car comme nous l'avons dit, il existe l'étrange circonstance que la direction du PCE(r) a été déjà **jugée et acquittée** en Espagne en 1979 pour **la même fausse** accusation qui nous est faite ici et maintenant. Dans le dossier se trouve la sentence de ce jugement où la Commission Politique du Comité Central du PCE(r) -et moi même- avons été acquittés de l'accusation de "terrorisme" et condamnés pour **"association illicite"**, c'est à dire, **en tant que communistes**.

Parce qu'en Espagne, même après que fut accomplie la réforme politique du régime, l'appartenance à un parti politique autre que bourgeois a continué à être un délit. Une preuve claire parmi beaucoup d'autres que nous pourrions citer - et qui confirme que tout continue comme avant - est la sentence de 1979 qui nous a condamné à rester cinq ans en prison pour le délit d'être communistes... et merci! Parce qu'aujourd'hui nous serions condamnés à **40 ans** de prison, pour le même délit, car c'est ce que recherchent les aznaristes.

Cependant on doit souligner que malgré cette sentence et toutes les autres prononcées par les tribunaux spéciaux espagnols contre les militants du PCE(r), le Parti n'a pas été déclaré illégal, même sises membres ont été continuellement poursuivis, arrêtés, torturés et incarcérés (quelques-uns à plusieurs reprises) pour leurs idées et leur activité **exclusivement politiques**.

Dès lors on peut certifier que depuis sa création en 1975, le PCE(r) n'a jamais demandé à être inscrit dans le fichier des partis politiques du ministère "de l'interne", et malgré cela il n'a pas été déclaré illégal.

Cela a été une "anomalie" qui s'explique seulement par le **caractère fasciste** de la réforme politique que nous dénonçons et combattons et évidemment aussi par la **politique de résistance** de notre Parti.

Cependant avec tout cela on démontre, une fois de plus, qu'à aucun moment de cette période prolongée, n'ont été trouvées les preuves d'un lien du PCE(r) ou de sa direction avec des activités armées ni de "liens organiques" entre le PCE(r) et les GRAPO. Mais, subitement, nous sommes passés du statut de "non légaux", à **illégaux**.

Que s'est-il passé? Le PCE(r) a-t-il modifié dernièrement son programme et sa ligne politique? Avons-nous par hasard adopté d'autres méthodes de lutte et d'autres principes d'organisation et de fonctionnement?

Non. Nous n'avons rien changé d'essentiel qui nous pousserait à agir de façon différente de ce que nous avons fait pendant trois décades. Et pour le constater il suffit de lire les documents et résolutions approuvés au IV Congrès du Parti et de les comparer avec les précédents.

Cela a été un des motifs qui a amené le Gouvernement d'Aznar à décider d'interdire le PCE(r) dès que les fascistes ont été convaincus que nous ne n'étions pas "légalisables" et qu'ils ne pouvaient, par conséquent, nous domestiquer comme ils en ont domestiqué d'autres.

En rapport avec cette décision du Gouvernement espagnol, il y a aussi les exigences delà collaboration policière et judiciaire française; car il serait difficile de justifier les poursuites françaises contre un parti qui n'aurait pas été déclaré illégal en Espagne.

Mais le principal motif de cette mesure et des continuel coups de griffe que nous avons subis ces derniers mois, (comme d'autres partis, moyens d'expression, organisations de solidarité et mouvements sociaux), a été le virage à 180 degrés qu'a pris le parti aznariste sur la politique générale de l'Etat, ce qui a supposé le **retour** du régime a ses **noires origines**.

Pour l'instant, le résultat delà plus grande "portée" et du plus grand impact, en ce qui concerne la politique intérieure, a été la **"loi des partis"**, présentée par le gouvernement en juin de l'année dernière, et toute la batterie de nouvelles normes pénales et de procédures qui ont suivi.

Cette **loi fasciste** des partis politiques a converti de façon **automatique** le PCE(r), selon la requête du ministère public de l'Audience Nationale présentée au superjuge Garzôn, en une "association criminelle intégrale".

De cette façon sont mis à **découvert** tous les fils de cette trame tissée contre le PCE(r) avec les pires méthodes de provocation et d'intrigue, manipulant jusqu'aux évidences et passant au-dessus même des sentences judiciaires que nous avons mentionnées.

- **Aujourd'hui il est très clair pour tout le monde** que, après l'échec de la guerre sale qui distingua la **"décade de l'infamie"** du gouvernement de Felipe Gonzalez, Aznar et sa bande décidèrent de passer à

l'offensive pour récupérer le terrain qu'ils avaient perdu en **légalisant** le terrorisme d'Etat.

C'est vrai que les fascistes chaque jour réussissent à terroriser de moins en moins de personnes; par conséquent, ils ne peuvent réussir rien d'autre que s'isoler plus encore et aggraver la crise politique chronique dont ils souffrent. Une crise à laquelle a contribué notre Parti et à laquelle va continuer à contribuer dans la mesure de ses forces en utilisant **les mêmes méthodes politiques** employées jusqu'à présent.

Cela doit rester bien établi. Bien entendu, le procureur, en prenant ce montage comme base, et les rétorsions de nos textes qui apparaissent dans le dossier, pourra dire ce qui lui vient à l'esprit sur cette question. Mais nous ne croyons pas qu'il y ait quelqu'un qui ose nier que nous sommes les plus **qualifiés** pour "interpréter" nos propres écrits.

Le PCE(r) ne pratique ni la lutte armée ni ne maintient aucun "lien organique" avec les GRAPO. Nous pensons que cela a été suffisamment démontré. En plus, c'est une question de principes que nous avons déjà expliqué et maintes fois défendu face à ceux qui veulent convertir le parti prolétarien en une organisation de type militaire ou en un appendice de la même.

Naturellement, cela ne veut pas dire que nous fermions les yeux devant la réalité de la lutte armée de la résistance. Mais, comme on peut bien le comprendre : c'est une forme de lutte de classes qui naît du **manque de libertés et de la terreur fasciste**; nous n'avons pas inventé les communistes! Mais nous avons le devoir de leur prêter un appui politique et moral et tenter d'orienter cette lutte, car il s'agit d'une lutte **juste et légitime**.

Nous n'avons pas non plus inventé le capitalisme, évidemment, ni aucun des nombreux problèmes et antagonismes économiques, sociaux et politiques qu'il génère. Le parti communiste a la mission d'analyser et de mettre à découvert les causes qui sont à l'origine de tous ces problèmes et conflits, afin d'élaborer la stratégie révolutionnaire. La stratégie peut se définir comme l'étude des lois qui régissent le phénomène révolutionnaire. Et en cela consiste, essentiellement, la fonction orientation du parti, ce qui comprend toutes les formes de lutte (syndicales, politiques, idéologiques) afin de les unir dans un seul torrent de lutte générale pour le socialisme et le communisme.

C'est, comme on le sait, le béaba du marxisme et nous ne faisons pas de ça un secret.

Or, si ce qu'on attend de nous c'est que nous "condamnions" la "violence et le terrorisme", alors nous tenons à dire: ne vous inquiétez pas pour ça, messieurs, parce que c'est précisément ce que **nous avons toujours fait** En quoi consiste, sinon, les dénonciations que nous faisons du terrorisme de l'Etat fasciste espagnol? En réalité, ce sont les dénonciations ou condamnations, le travail général d'éducation et d'organisation politique de la classe ouvrière, réalisé depuis beaucoup d'années par notre parti, qui ont motivé ce procès. Ils n'obtiendront jamais que nous **renions nos idées et principes** révolutionnaires, en nous poursuivant et en nous harcelant de plus en plus et qu'ils ajoutent des années de prison à celles qui nous avons déjà fait souffrir, ils n'obtiendront jamais que nous nous **repentions** de les avoir combattus et que nous nous **mettions** de leur côté dans la lutte des classes nécessaire et inévitable.

Ils ne vont pas obtenir que **nous courbions l'échiné**; de ce côté là ils peuvent être bien tranquilles.

-Si en plus de 30 ans de notre activité politique nous n'avons pas été condamnés pour "terrorisme" -et jusqu'à présent nous n'avons eu aucun procès ni en France ni en Espagne- comment s'explique le fait que maintenant, tant la Garde Civile espagnole que le juge d'instruction français, nous accusent et nous aient condamnés, **sans jugement**, à rester trois ans en prison?

Nous pensons avoir démontré tout au long de ce procès que ça a été le résultat de l'application à caractère rétroactif de la loi fasciste de partis politiques, à laquelle nous avons déjà fait référence, une loi qui est en train de s'imposer aussi sur le territoire de l'Etat français et par laquelle, comme on peut bien le constater, quelques-uns de ses fonctionnaires considèrent qu'il faut l'appliquer comme si elle avait été élaborée et approuvée par l'Assemblée Nationale française.

Enfin, les "irrégularités" commises depuis le début de ce procès sont si nombreuses que nous pourrions trouver d'autres explications à cette conduite. Il y a la plaidoirie que nous avons écoutée le plus souvent le long de ces dernières années, de la part de juges et procureurs pour qui la seule préoccupation a consisté à nous maintenir isolés en prison... Parce que ces nommés "juges des libertés" ne nous ont même pas donné la **liberté de parler**. Ce que nous avions à dire **ne les a intéressé** à aucun moment :

Ils avaient des instructions et ils les ont suivies en utilisant des critères "de procédure" restrictifs pour nous et qui, évidemment, ont **violé** notre droit de défense.

Ces fonctionnaires, si serviles à l'heure de défendre les intérêts "antiterroristes", n'ont pas voulu nous écouter et nous ont obligés à garder le silence pendant les deux ans dont leur collègue a eu besoin pour truquer le dossier. En même temps qu'ils lançaient avec insistance contre nous l'étrange accusation que nous constituons "un danger international", ils n'ont **rien** présenté qui puisse ressembler, ni de loin ni de près, à **une preuve**; mais ils ont vu très clairement que non seulement nous étions un danger pour la perpétuation du régime fasciste qui domine en Espagne, mais aussi pour le capitalisme "global" ou planétaire.

Bien sûr, cela nous fait plaisir de savoir que nous sommes promus au rang mondial des "forces du mal", mais, à vrai dire, nous ne pensons pas que le caractère internationaliste du PCE(r) soit mis en relief de cette façon.

Il y a des raisons pour supposer qu'il s'agit surtout d'une **maladroite justification** de tout ce montage, avec lequel on tente **d'inaugurer** le dénommé "**espace policier et judiciaire européen**", qui montre ainsi sa ferme vocation **antidémocratique et anticommuniste**.

Pour le reste, il n'est pas nécessaire de démontrer la contribution spéciale du **fondamentalisme fasciste** espagnol à la création et articulation de ce dit "espace"... une puissante raison sans doute pour lever "l'interdiction" de la **chasse, le mandat de dépôt** -ou plutôt le **simulacre** de mandat de dépôt- et la **condamnation** des militants d'un Parti Communiste aussi "espagnol".

Sur tout cela le Gouvernement aznarista influé avec ses méthodes de "choc" caractéristiques et a exercé une **pression constante** qui ne s'est pas limitée aux terrains policier et judiciaire. Souvenons-nous que les activités sanglantes commises par les GAL en ce pays poursuivaient ce même objectif, comme mesure complémentaire à la collaboration française à la répression du Mouvement de Libération Nationale Basque.

- **Ces pressions du Gouvernement espagnol** et les propositions qui les ont accompagnées -qui **attentent** aux libertés et aux droits fondamentaux et les **réduisent**- c'est probable qu'elles n'auraient pas été acceptées par les autres gouvernements européens -ou par la plus grande partie d'entre eux- si depuis longtemps, et chaque jour de façon plus accélérée, ne se découvrait pas en son intérieur une forte tendance à la **fascisation, au chauvinisme et au militarisme**, ce qui est la tendance dominante de nos Jours dans tous les pays impérialistes.

Ajoutons à cette tendance **ultra réactionnaire** l'existence d'un intérêt commun **de classe**, partagé par la bourgeoisie financière de ces pays qui malgré les contradictions qui les opposent pour (a répartition du butin, les conduit à agir

ensemble contre le mouvement ouvrier révolutionnaire et contre la lutte de libération des peuples et nations exploitées, saccagées et soumises.

Dans le cas de la France et de l'Espagne, comme c'est bien connu, cela s'est concrétisé les dernières années par une étroite collaboration policière et judiciaire pour la **répression** des patriotes basques et les communistes et républicains des

autres nationalités de l'Etat espagnol, ce qui va aussi **faciliter l'implantation en France des lois et méthodes de type fasciste**.

Pour cela on peut assurer que la "trame" de ce procès n'est pas dirigée uniquement contre le PCE(r). En réalité, elle a beaucoup plus d'autres destinataires, puisque son objectif principal à ce jour consiste à **assurer l'arrière-garde impérialiste** dans la nouvelle **guerre de rapine** qui est déjà commencée.

Il est évident que cette guerre injuste et agressive, que dans les cercles militaristes et pétroliers nord-américains l'on nomme "préventive", exige aussi la **répression préventive et la violation** de tout droit dans les métropoles pour tenter d'empêcher la résistance à la guerre, dont les conséquences vont retomber sur les travailleurs et leurs familles. Et nous vérifions déjà que sur ce terrain, malgré les critiques hypocrites envers les Etats-Unis., l'Etat français ne reste pas en arrière.

D'où l'urgente nécessité que les mouvements ouvriers et populaires de tous les pays **unissent leurs efforts** dans le combat contre l'ennemi commun impérialiste et contre la vague noire du fascisme qui nous menace à nouveau tous.

Pour la véritable démocratie, la liberté des peuples et le socialisme !
Tous les travailleurs unis contre la guerre impérialiste et contre le fascisme!
Vive l'internationalisme prolétarien !
Vive le communisme!